



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Contact : ecrire@npa2009.org

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 10 novembre 2015

Verts, tendance camouflage

Il y a un peu plus d'un an, Rémi Fraisse mourait tué par une grenade offensive tirée par un gendarme, à Sivens dans le Tarn. Ce jeune militant écologiste participait à un rassemblement contre un projet de barrage hydraulique qui aurait saccagé une vallée. Un an après, l'enquête sur les circonstances de sa mort semble bien enterrée. Les gendarmes qui la mènent ont pondu un rapport exonérant à tel point leurs collègues de toute responsabilité que plusieurs journaux comme *Le Monde* ou *Libération* en ont épinglé la partialité. Quant aux juges d'instruction, ils n'ont demandé aucun acte d'investigation depuis mars dernier, et s'opposent à l'audition du préfet et de son adjoint, « pas utile à la manifestation de la vérité » selon eux.

Valls sert la soupe à Vinci

À Notre-Dame-des-Landes, bourgade située à une vingtaine de kilomètres de Nantes, c'était jusqu'à cet été le projet d'aéroport qui avait du plomb dans l'aile. Au printemps 2014, le gouvernement avait mis le dossier au placard, non sans noyer la dernière manifestation des opposants – 30 000 personnes, dont bon nombre de grand-mères et de poussettes – dans un déluge de gaz lacrymogène. Ceux-ci pouvaient à bon droit estimer leur combat gagné. L'aéroport actuel peut accueillir dix fois plus de trafic. Rien ne justifie l'expropriation des paysans, le massacre du bocage et de la faune. Rien, sinon la volonté de quelques multinationales comme Vinci de se gaver de milliards d'euros d'argent public. Rien, sinon l'empressement des politiciens locaux comme nationaux à les servir. En juillet dernier, Valls prenait position pour la remise en route du projet. Et le 30 octobre, la préfecture de Loire-Atlantique a publié les premiers appels d'offre.

Un sommet d'hypocrisie

Le moment semble bien choisi. Hollande s'apprête en effet à recevoir 80 chefs d'État et tout un tas de diplomates à Paris pour la COP21. Cette conférence est censée fixer les politiques à suivre partout dans le monde pour limiter à 2°C le réchauffement climatique.

« Plus tard, ce sera trop tard », « nous ne pourrions pas dire à nos enfants que nous ne savions pas » : ces messages s'affichent depuis ce lundi sur les murs des grandes villes et dans les journaux. Comme si c'étaient nous – les salariés,

la population – qui étions responsables de la dégradation de l'environnement ! Comme si ce n'étaient pas les capitalistes qui bousillent la planète pour quelques milliards de plus !

La reprise des travaux à Notre-Dame-des-Landes est à l'exact opposé des objectifs affichés de la COP21. Cela prouve, s'il était besoin, que discourir sur la protection de l'environnement tout en se pavanant avec Poutine et Obama n'engage en réalité pas à grand-chose. C'est faire de l'écologie à la sauce Mc Donald's : repeindre l'enseigne en vert pour mieux continuer à faire du fric avec les mêmes méthodes.

L'écologie instrumentalisée par les patrons

Quant aux décisions qui pourraient être prises par les États lors de la COP21, les normes qu'ils adopteraient, elles seront d'abord autant d'outils, de leviers pour favoriser les multinationales, leur permettre d'imposer leur volonté aux pays pauvres ou en voie de développement et contrôler leurs marchés. Quand Hollande va en Chine préparer la COP21 et faire la leçon, il emmène des patrons signer des contrats « dans le secteur de la croissance verte » et discute de l'ouverture du géant du nucléaire français Areva aux capitaux chinois.

« Bienvenue à ceux qui viennent défendre la planète », proclame une autre affiche. Triste blague ! Pour défendre cette dernière, tout comme les peuples qui l'habitent, il faudra au contraire les mettre hors d'état de nuire !

Le problème, c'est le Capital

Le conseil d'administration de vendredi dernier sur l'Alliance Renault-Nissan a donné lieu en conclusion à un bon exercice de blabla. Il s'agirait de préserver « *les intérêts sociaux de Renault tout en renforçant l'alliance* ». Ce qui alimente les rumeurs d'une absorption de Renault par Nissan, avec ses conséquences sur l'emploi. Pourtant le logo Renault n'a jamais protégé les salariés des suppressions de postes et de la dégradation des conditions de travail. La RNUR (Régie Nationale des Usines Renault) comptait 110 000 salariés en 1977. Il n'y en avait plus que 60 000 en 1994 lors de son entrée en Bourse, et environ 30 000 aujourd'hui. La prise en main de Nissan par Renault s'est aussi traduite par une saignée brutale des effectifs de Nissan.

Que les possesseurs du capital de Renault soient français ou pas, les salariés n'ont rien à en attendre de bon. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force.

Les embauches, moins il y en a...

81 nouveaux embauchés venant de tous les sites Renault ont rencontré le directeur du Design au techno selon Clic'infos. La direction communique sur les embauches, moins sur les départs : Renault SAS comptait 38 781 salariés fin 2012, il n'y en avait plus que 31 752 fin juillet 2015, soit 7029 emplois de moins en 2 ans et demi. L'accord de compétitivité prévoyait un solde départs-embauches de 7500 emplois supprimés d'ici fin 2016. A ce rythme, l'objectif va être dépassé.

Les pertes d'emploi se ressentent dans tous les secteurs, notre colère doit s'exprimer pour inverser la vapeur !

Depuis lundi dernier, les femmes ne sont plus payées... à Renault aussi

Les inégalités hommes – femmes, c'est encore malheureusement très actuel. Les femmes touchent en moyenne 16,3% de moins que les hommes en Europe. Rapporté sur une année, c'est comme si les femmes n'étaient plus payées depuis lundi 2 novembre... Renault ne sort pas du lot et les inégalités de salaires hommes – femmes se situent dans cette triste moyenne européenne : 16% d'écart chez les cadres et 11% chez les ETAM. A travail égal, salaire égal : à nous de refaire de ce slogan un objectif de nos mobilisations !

Novia bien

Pendant que le PDG de Polymont parade à bord d'une voiture aux 24h du Mans, il met sa filiale Novia en redressement judiciaire. Après ça, il

explique aux salariés Polymont qu'il n'y a plus d'argent pour leurs salaires. Pendant ce temps Renault s'appuie sur ce type de boîte pour continuer à précariser les salariés.

C'est tous les salariés ensemble qui doivent faire changer la peur de camp.

Ça chauffe chez les pompiers

Trois fauteuils ont été dérobés au PC sécurité du site. Le voleur est connu, il n'est pas très grand et se promène toujours très confortablement dans un Koléos. A jouer avec le feu en provoquant régulièrement les pompiers, qu'il se méfie, c'est bien leur colère qu'il pourrait embraser ...

Pas de risque de tomber dans le panneau

La direction a fait fleurir des grands panneaux publicitaires pour vanter les mérites des RH notamment un planté en plein milieu de la place café. « *Si vous avez une question, pensez à votre RH* » disent-ils en substance... Pour des questions, allons-y. Mais pour des réponses, autant pisser dans un violon. Nos réponses, on les trouvera dans nos mobilisations pour des embauches et des augmentations !

Mais où est passé Carlos Garcimore ?

Une rumeur a circulé sur le site la semaine dernière : C. Ghosn passerait à Lardy pour essayer un mulet Locodiscobox. Pour l'instant, pas de trace du magicien Ghosn qui fait disparaître nos AGS et les fait réapparaître en dividendes pour les actionnaires et en 15 millions d'euros pour lui. Et on a juste eu le droit ce mardi à une animation magie au CE...

Si Carloscimore se pointe finalement sur le site, on n'hésitera pas à lui rappeler que, pour nous, le minimum après les années de serrage de ceinture, c'est 300 euros en plus par mois pour tous !

Pour la convergence... des luttes

Des salariés de l'usine Nissan de Canton au Mississippi (USA) ont traversé l'Atlantique pour populariser leur combat et tenter de rencontrer Ghosn. Cela fait 12 ans que Nissan s'oppose à la création d'un syndicat, à coup d'intimidations ou de chantage à la fermeture. Ils dénoncent aussi l'emploi sur le site de 2500 intérimaires sur 6000 salariés, payés 9 à 12 € de l'heure (contre le double pour les autres). De quoi rappeler ce qu'il se passe dans certaines usines Renault : 1750 intérimaires à Flins, absence de liberté syndicale à Bursa... La convergence vers le moins-disant social est en route. Vite une alliance des salariés de Renault et de Nissan contre leurs patrons communs !